

Le dernier des « excommuniés » de la mosquée « saoudienne » retrouve la liberté



Le mercredi 3 juin 2015, Sabar Hussein (au milieu de la photo, le point levé) recouvrait sa liberté, accueilli par des membres de sa famille et des militants d'IRA. Sabar est le dernier du groupe dit des « excommuniés » de la mosquée « saoudienne ». Ce groupe, composé de Sabar (7 mois de prison), Brahim Jiddou

(5 mois) et Yacoub Inalla (6 mois), avait été jeté en prison à la suite d'une altercation verbale provoquée par le prêche esclavagiste du Mufti de la République, Ould Habibourahmane, il y a de cela plusieurs mois. Lors de son séjour carcéral, Sabar a subi de nombreuses séances de torture et de maltraitance qui ont été à l'origine plusieurs évacuations d'urgence vers l'hôpital marquées par deux opérations chirurgicales.

Le grand Mufti de l' République est connu pour sa hargne et son acharnement contre les militants d'IRA. Lors de ses prêches hebdomadaires, il a, à plusieurs reprises, appelé au meurtre de Biram comme symbole de la lutte antiesclavagiste qui, selon ce grand propriétaire terrien, constitue une menace pour l'unité nationale...

Blackout sur la prison d' Aleg où crouissent Biram et Brahim



Lancé dans un marathon de visites

carnavalesques dans les régions du pays, Aziz pensait pouvoir faire de celle du Brakna une simple promenade de santé. Ce fut sans compter avec le courage et la détermination des militants d'IRA. Habitué à voir les notables des régions visitées s'aligner en rangs d'oignons en jouant du coude sous le soleil de plomb dans le ridicule espoir de lui serrer la main, quelle ne fut sa surprise à la vue de nombreux portraits de Biram, de Brahim et de Djibi fleurir parmi les banderoles qui célèbrent son imposture de majesté. « Zéro

Aziz », « Dehors Aziz », « Libérer Biram », tels sont quelques-uns des slogans surmontés du point rageur, symbole de l'IRA, qui firent sortir le général Aziz de ses gongs. Aussitôt, les gradés de la police furent sommés de se mettre sur la touche ; désormais, ordonna Aziz, c'est le BASEP (Bataillon pour la Sécurité Présidentielle), cette garde prétorienne au service du multi putschiste Aziz, qui s'occupera du maintien de l'ordre à Aleg pendant les 5 jours que durera la visite présidentielle.

En représailles à l'audace des militants d'IRA, Aziz a ordonné le durcissement du régime carcéral des président et vice-président de l'organisation antiesclavagiste qui croupissent depuis 7 mois dans ses geôles en attendant la tenue de leur procès en appel. Les deux militants des droits de l'homme ont annoncé leur refus de comparaître, comme le voudrait la justice d'Aziz, devant la cour d'Appel d'Aleg, nouvellement mise en place. En effet, une telle comparution équivaudrait à une régularisation par les prévenus, du chapelet de violations de la procédure commise par le gouvernement à leur encontre depuis leur incarcération abusive. La première de ces violations réside dans le fait de les avoir incarcérés dans une maison d'arrêt (celle d'Aleg) extérieure à leur circonscription juridictionnelle, Nouakchott.

Mais les ratés de la visite du Brakna ont été rapidement mis à profit par Aziz. En effet, pour la visite suivante, celle du Trarza, Aziz donna l'ordre de mettre aux arrêts, de façon préventive, tous les activistes d'IRA recensés dans les environs de Rosso et ce, deux jours avant sa visite. Ce sont des éléments du service de renseignement, habillés en civils, qui se chargèrent de cette sale besogne. Les arrestations furent mouvementées et ont donné lieu à des scènes de torture devenue monnaie courante en Mauritanie, depuis l'instauration de la chape de plomb du général Aziz.



Cependant, ni la torture, ni les violences policières, ni les privations et tracasseries imposées aux familles des détenus en leur absence, ne peuvent atteindre la détermination des militants d'IRA, qu'ils soient derrière les barreaux ou encore en liberté. C'est ainsi que deux à trois sit-in sont organisés chaque semaine à Nouakchott et à Aleg. La photo montre le sit-in organisé le 15 janvier 2015 devant les grilles du ministère de l'intérieur à Nouakchott. Toujours les mêmes revendications : libérer Biram, non à l'esclavage, non au racisme.

Pendant ce temps, IRA continue à mobiliser l'opinion internationale

Libérons Biram !

Vous venez d'assister à la mise en scène réinterprétée du procès qu'a subi Biram.
Notre but : dénoncer la situation de Biram Dah Abeid, Brahim Bilal Ramdhane et Djiby Sow emprisonnés en Mauritanie pour avoir dénoncé des pratiques esclavagistes.

1- Avec ses partenaires
IRA-France-
Mauritanie alerte
l'opinion et les

autorités françaises

Depuis l'arrestation de Biram et ses codétenus, IRA-France-Mauritanie (section française d'IRA) se bat en multipliant les formes d'action pour attirer l'attention de l'opinion française sur l'arbitraire en Mauritanie. IRA-France-Mauritanie a activé à cet effet ses réseaux notamment parmi les ONG de défense des droits de l'homme, les élus et les médias. Ainsi, le premier week-end d'avril dernier, pendant trois jours, l'Action Chrétienne pour l'Abolition de la Torture (ACAT), avait dédié son stand de la Fête des Plantes de Fréjus (Sud de la France) à la dénonciation de l'arrestation de Biram et ses codétenus en Mauritanie. Une grande table, des pétitions, des documents, une photo de Biram derrière des barreaux en tiges de bambou où à chaque signature la personne accrochait un tissu de couleur, un grand tableau présentant la Mauritanie avec de somptueuses photos, une table où les enfants pouvaient dessiner avec du sable, tel fut le décor imaginé par les militants d'ACAT pour dénoncer l'esclavage en Mauritanie et exiger la libération de ceux qu'on emprisonne pour l'avoir combattu.



Une pétition recueillant 841 signatures a été envoyée à l'Ambassade de Mauritanie à Paris.

Le 16 mai, IRA-France-Mauritanie a organisé à Marseille avec l'Antenne Etudiants

d' Amnesty International, dans le lieu symbolique du Vieux-Port, un simulacre du procès de Biram et ses codétenus tenu à Rosso (Sud de la Mauritanie). Des militants ont joué les rôles des prévenus, du juge, du procureur et des manifestants d' IRA. La pièce a attiré nombre de spectateurs qui ont, après discussion avec les acteurs d' un jour, signé la pétition que l' organisation antiesclavagiste a adressée au Président Aziz. Un film a été réalisé pour l' occasion dont un extrait est visible sur le grand site de vidéos en ligne Youtube, visible au lien suivant: (<https://www.youtube.com/watch?v=CBXWcTHPx8g>).

La grande randonnée du groupe d' Amnesty International de la ville de Carpentras le 30 mai a été dédiée à Biram et la médiathèque de la ville de Digne a organisé une soirée sur le thème de l' esclavage où l' action d' IRA a été présentée. Là encore, le public a signé la pétition : en tout ce sont 553 signatures qui ont été collectées.

Outre l' ACAT, IRA-France-Mauritanie coordonne aussi avec Amnesty International, Agir Pour les Droits de l' Homme, la FIDH et bien d' autres ONG de défense des droits humains, des actions pour libérer le prix 2013 pour les Droits de l' Homme de l' ONU et ses deux codétenus Brahim et Djibi. Des interventions sont en cours auprès du gouvernement français.



IRA-France-Mauritanie a multiplié les sit-in et manifestations devant l' ambassade de Mauritanie à Paris pour exiger la libération des détenus, l' abolition de l' esclavage et la lutte contre le racisme.



2- IRA envoie des émissaires en Europe et aux USA

Fraichement sortis de prison, les deux militants antiesclavagistes et membres dirigeants d' IRA-Mauritanie, Dr. Saad Ould Louleyd et Madame Marieme Cheikh ont pris chacun la tête d' une délégation en direction des Etats Unis (Saad) et de l' Europe (Mariem).

Après Washington DC où il fut accueilli le 10 juin 2105 par les membres de la communauté mauritanienne, le Dr Louleïd s' est rendu à Philadelphie où il a



été reçu par le Maire et plusieurs responsables de cette grande cité américaine. On rappelle que Biram Dah Abeid, prix 2013 des Droits de l'Homme de l'ONU, est aussi le lauréat du Prix Echoes of Africa de la ville de Philadelphie. Le programme du militant antiesclavagiste prévoit qu'il se rende dans plusieurs capitales des Etats Unis à l'invitation des autorités locales et des ONG de la société civile.

L'autre délégation s'est rendue, le 16 juin 2015, en Allemagne et visitera plusieurs autres pays européens dont l'Italie et la France. Outre Mariem Cheikh, arrêtée suite à son soutien aux détenus de la Caravane pour l'abolition de l'esclavage et condamnée à un an de prison avec sursis, cette délégation est conjointement conduite par le militant et membre dirigeant de Kawtaal, Malik Lom.